

ÉCOLE ÉMANCIPÉE



Critique du Rapport d'Activité Académique

Nos camarades qui dirigent le SNES académique appartiennent à Unité et Action, la tendance majoritaire placée à la tête du SNES national. Or, comme le note avec beaucoup de justesse le secrétariat académique du SNES Versailles, la principale difficulté rencontrée ces deux dernières années pour construire les mobilisations et mener des luttes a été... la stratégie de la direction nationale du SNES ! Le rapport d'activité conteste, à juste titre, le choix de s'en remettre au niveau local pour mener la lutte contre la mise en œuvre de la réforme du collège : ainsi le SNES national, qui se présente comme le grand syndicat du second degré, s'est contenté d'un appel à une seule journée de grève en septembre 2016 (restée sans suite) contre une réforme qui pourtant était largement refusée par les salles des profs. Cette stratégie défensive, incapable d'opposer une alternative a, une nouvelle fois, conduit à l'échec ! Les élu-e-s de l'École Émancipée ont bataillé en CA académique et continueront à le faire pour que le SNES adopte une stratégie offensive et prononce des mots d'ordre clairs. Cela sera d'autant plus nécessaire que les réformes de l'accès au supérieur, du bac et du lycée qui se mettent en place remettent en cause le droit à la poursuite d'études pour tout-e bachelier-e dans la filière de son choix et aboutiront, de fait, à l'organisation d'un tri social qui sacrifiera toute une partie de la jeunesse.

Que dire également de l'absence de réaction nationale à l'exclusion des lycées du périmètre de l'Éducation prioritaire ? Il a fallu la détermination d'un collectif d'enseignant-e-s regroupé-e-s dans « Touche pas à ma ZEP » et les différents mouvements de grève qu'il a organisés pour que cette lutte reçoive le soutien du SNES académique. Que dire encore de l'absence de suites données par le SNES-FSU national à la grève unitaire du 10 octobre, qui avait été bien suivie ? Ce constat d'inaction de la direction du SNES se poursuit, enfin, sur l'absence de campagne nationale pour promouvoir d'autres alternatives politiques et économiques.

L'École Émancipée partage le bilan négatif dressé par la section académique quant à l'action du SNES national depuis 2016. En outre, dans un souci constructif et de rassemblement, nos élu-e-s académiques n'ont pas hésité à adopter les textes soumis à la CA académique, en particulier lorsque ceux-ci avaient intégré des amendements proposés par l'EE. Néanmoins, force est de constater que ces analyses, portées par la plus importante section académique, n'ont pu peser sur les orientations nationales. Ainsi, malgré des positions syndicales correctes dans l'académie, la section académique s'est alignée sur les positions nationales en approuvant des mandats très différents de ceux adoptés lors des CA académiques.

Autre différence avec Unité et Action académique : notre analyse du dispositif PPCR. Rappelons que le SNES Versailles s'est prononcé, comme la direction nationale, en faveur d'un vote « pour » ce dispositif. L'École Émancipée a, dès sa présentation, considéré qu'il était bien trop éloigné des mandats du SNES en matière de revalorisation salariale pour le soutenir. Nous pointons aussi le fait que ce dispositif était concédé par un pouvoir socialiste à bout de souffle et n'engagerait en rien une nouvelle majorité. Nous n'avons jamais été convaincu-e-s par l'argument, mis en avant par UA, du « respect de la parole de l'État ». Le gel des mesures de revalorisation, pourtant prévues à partir de janvier 2018, annoncé par le gouvernement confirme hélas notre analyse !

C'est pour ces raisons que les élu-e-s École Émancipée à la CA académique appellent l'ensemble des syndiqué-e-s à ne pas se prononcer pour le rapport d'activité académique.